

# JEAN PISANI-FERRY

Commissaire général à la stratégie et à la prospective, France

**Jim Hoagland, conseiller de la rédaction, *The Washington Post***

Jean Pisani-Ferry est connu de nombre d'entre nous pour son travail chez Bruegel à Bruxelles. Il est maintenant l'éminence grise des éminences grises du bureau du Premier ministre français. Jean, vous venez d'entendre deux membres de notre panel dire que l'Europe ne fonctionne pas et qu'il n'y a pas de modèle social au niveau européen. Est-ce là le problème ?

**Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, France**

Il y a cette perception d'un modèle social européen. Les mots de Mme Merkel sont célèbres : nous représentons 7 % de la population mondiale, 25 % du PIB mondial mais 50 % des dépenses sociales, il doit donc y avoir un problème. Je pense que les faits sont corrects. C'est frappant mais pour les raisons que vous avez données, c'est aussi un peu trompeur.

Nous avons un ensemble de préférences communes avec des institutions différentes. Les institutions nationales sont différentes. Vous avez des systèmes de retraite différents et les institutions du marché du travail sont différentes. Toutes les réformes sont donc envisagées au niveau national. Il y a certains problèmes communs. J'insisterai d'abord sur ce que vous avez dit. Nous ne plaçons en général pas l'éducation en tant que pilier du modèle social. Je pense que nous devrions. L'Europe a lancé l'éducation universelle. C'est par elle que nous avons construit notre prospérité et nous sous-investissons dans l'éducation. Nous sommes mal classés dans l'évaluation PISA. Le premier pays européen est numéro huit. Sept pays d'Asie arrivent avant. Nous considérons la Suède comme l'un des bijoux du modèle social européen, mais ses résultats au score PISA sont catastrophiques. Ceux de la France sont médiocres. Nous sommes définitivement en sous-investissement.

La prospérité sans l'éducation, c'est la recherche de rentes et nous n'avons pas beaucoup de rentes sur lesquelles nous pouvons compter. Il y en a – c'est pour cela que nous sommes prospères – mais si nous continuons à sous-investir dans l'éducation, nous ne resterons pas prospères car les rentes vont s'épuiser. L'éducation devrait donc être un pilier, et c'est bien dans la lignée de l'approche moderne des politiques sociales, qui entend construire des capacités. Construire des capacités commence à l'école, dès le primaire même. C'est là que nous échouons.

Au sujet des retraites, je suis une fois encore d'accord avec vous. Nous ne devons pas confondre vieillissement et retraite. Nous sommes derrière le Japon en termes de vieillissement mais nous sommes devant de nombreux pays. Le vieillissement est un phénomène mondial. Nous sommes face à un problème avec nos systèmes de retraite. Ce n'est pas parce que ce sont des systèmes publics. C'est à cause du vieillissement. Que devons-nous faire ? Avant tout, il y a le problème de la diversification. Tout est investi dans un seul actif, la croissance de l'économie nationale, par des systèmes de répartition. Le problème est que la diversification aurait dû démarrer plus tôt. Elle n'a même pas encore commencé dans certains pays. Le revenu des futures retraites est investi dans le seul actif de l'économie domestique.

Ce qui peut être fait, c'est tenter de rendre l'ajustement entre les retraites et la croissance plus automatique. C'est l'esprit de la réforme en Suède avec les comptes notionnels. Au lieu de faire un pari sur la future croissance et de donner aux gens le chiffre précis de ce qu'ils toucheront, on devrait admettre que la possibilité de fournir des retraites est liée à la performance économique. Il devrait donc y avoir des ajustements plus automatiques, comme ce qui est fait dans le système des comptes notionnels qui a été mis en place dans certains pays. Je pense que c'est la direction de réforme que nous devons emprunter.